



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

64219260 (E)
64219272 (F)

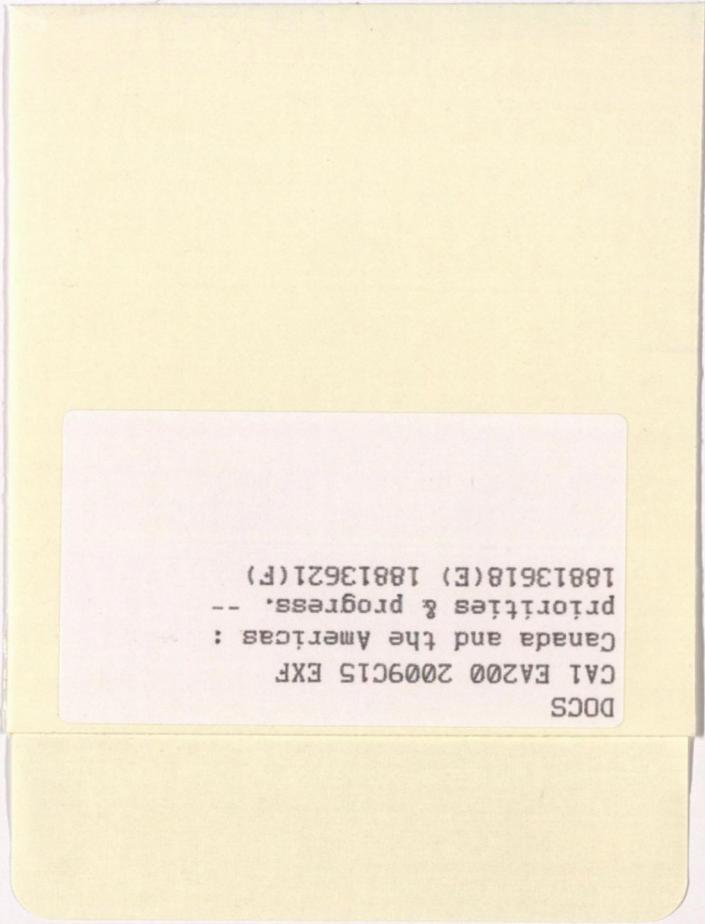
Priorités et progrès | Le Canada dans les Amériques

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
NOV 17 2009
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



DOC
CA1
EA200
2009C15
EXF

Canada 



DOCS
CAI EA200 2009C15 EXP
Canada and the Americas :
-- priorities & progress. --
18813618(E) 18813621(F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

NOV 17 2009

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



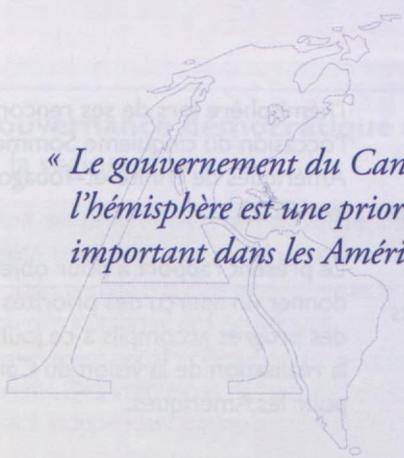
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2009
Numéro de catalogue : FR5-41/1-2009
ISBN 978-0-662-06708-5

Ce document est également disponible en anglais.

ANML/DOC
.b 4210931 (E)
.b 4270943 (F)
c.1

« Le gouvernement du Canada a bien fait comprendre que se réengager dans l'hémisphère est une priorité internationale. [...] Le Canada jouera un rôle plus important dans les Amériques, et à long terme. »

Le premier ministre Stephen Harper
17 juillet 2007



© Cabinet du Premier ministre Photo Jason Ransom



Le premier ministre Stephen Harper au Centre colombien de réhabilitation intégrale à Bogota, Colombie, lors de sa visite en Amérique du Sud et dans les Caraïbes en juillet 2007

En juillet 2007, la visite du premier ministre Stephen Harper en Amérique du Sud et dans les Caraïbes a marqué un nouveau départ pour l'engagement du Canada dans l'hémisphère occidental. Au cours de sa visite, le premier ministre a décrit la vision du gouvernement pour le Canada et les Amériques :

Une région plus démocratique, plus prospère et plus sécuritaire, gage de stabilité et de possibilités pour ses citoyens.

Depuis lors, le Canada a participé activement avec de nombreux partenaires régionaux aux efforts visant à faire avancer toute une gamme d'intérêts communs, à savoir le commerce et les investissements, l'éducation, l'aide au développement, l'échange des pratiques exemplaires et d'information sur les pandémies, le maintien de l'ordre et l'observation électorale. En novembre 2008, le premier ministre a démontré concrètement l'engagement continu du Canada envers les Amériques en nommant un ministre d'État aux Affaires étrangères ayant pour

responsabilité spéciale les Amériques. Au moyen d'efforts constants et soutenus déployés en collaboration avec ses partenaires de l'hémisphère au fil du temps, le Canada peut apporter sa contribution afin d'assurer aux citoyens de la région que leur situation s'améliorera de manière visible, aujourd'hui et demain.

Les Amériques sont et demeureront une priorité de la politique étrangère du Canada. Les Canadiens ont beaucoup à gagner à être présents dans la région, et ils ont également beaucoup à offrir.

18-813-618(E)

18-813-621(F)

Alors que la région s'attaque à l'actuelle crise économique mondiale, le leadership du Canada sur le plan économique et son appartenance au G8 et au G20 sont bien perçus par ses voisins. En effet, le modèle économique du Canada, fondé sur des marchés ouverts, une réglementation prudente et appropriée ainsi que des politiques sociales, équitables

et réactives, soulève un très grand intérêt dans les pays de la région et d'ailleurs. La solidarité et la collaboration régionales durant cette période difficile aideront la région à surmonter la crise, mais il faut également faire des efforts constants dans une perspective à long terme. Il s'agit de l'un des messages que le premier ministre Harper a communiqué aux dirigeants de

l'hémisphère lors de ses rencontres à l'occasion du cinquième Sommet des Amériques de Trinité-et-Tobago en avril 2009.

Le présent rapport a pour objet de donner un aperçu des priorités et des progrès accomplis à ce jour dans la réalisation de la vision du Canada pour les Amériques.

En quoi les Amériques importent-elles aux Canadiens?

Le Canada est un pays des Amériques. Au niveau des relations géographiques, historiques et multidimensionnelles entre les États, sur le plan du commerce, de l'immigration et des échanges culturels et sociaux, les Amériques constituent une région qui, pour le Canada, représente un intérêt stratégique national et international.

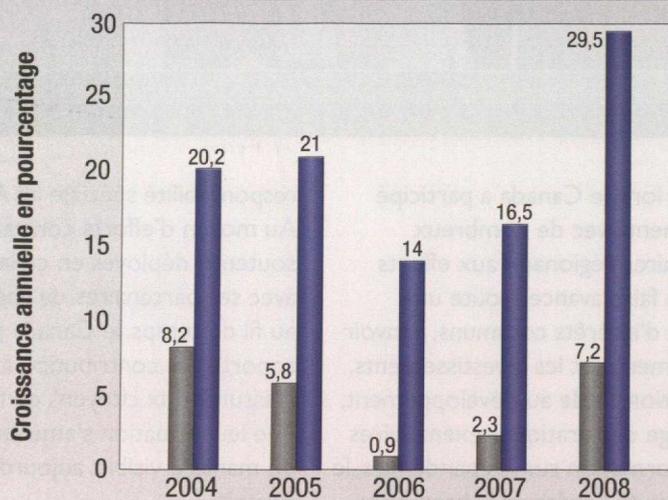
Une partie importante de la population canadienne provient de la région. En tant que pays de refuge, le Canada a accueilli des nouveaux immigrants au moment où le désordre civil régnait en Amérique latine, que ce soit du Chili dans les années 1970 ou de l'Amérique centrale dans les années 1980. Aujourd'hui, plus de 11 p. 100

des immigrants canadiens sont issus de l'Amérique latine et des Caraïbes, incluant le Mexique. De fait, le Canada compte plus de 70 organisations de la diaspora latino-américaine et caribéenne. Les trois plus importantes communautés proviennent de la Jamaïque, du Salvador et d'Haïti.

Mais l'étendue et la profondeur des liens du Canada avec la région ne s'arrêtent pas à ces récents courants migratoires. Depuis longtemps, le rôle joué par le Canada dans les domaines du commerce, des investissements, du développement, de l'aide militaire, de l'immigration et de la promotion des valeurs démocratiques lui a valu sa réputation de partenaire fiable et gouverné par des principes, dont l'opinion et l'influence pèsent dans la balance.

Les intérêts et les relations du Canada dans la région s'alignent sur les trois principaux objectifs qui constituent le fondement de la vision et de l'engagement du Canada dans les Amériques : la gouvernance démocratique, la prospérité et la sécurité.

Croissance annuelle des exportations canadiennes de marchandises 2004-2008*



■ Monde ■ Amérique latine et Caraïbes

*Exclut le Mexique
Source: Statistique Canada (données préliminaires sujettes à révision)

La gouvernance démocratique a de l'importance pour les intérêts et les relations du Canada dans la région car :

- En dépit des progrès de la démocratie représentative et de la croissance économique globale dans la région, la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion et la marginalisation, notamment sur les plans ethnique et racial, persistent dans les Amériques.
- La prolifération du trafic de stupéfiants et le réseau de corruption et la violence qui l'accompagnent menacent également le tissu démocratique des Amériques.
- Le changement social et économique nécessaire dans la région peut seulement s'opérer au moyen d'efforts soutenus et cohérents. Des institutions démocratiques solides, des médias libres et ouverts, des partis politiques crédibles, un appareil judiciaire indépendant et une société civile dynamique sont nécessaires afin d'assurer un équilibre politique dans la région.

En ce qui concerne les intérêts et les relations économiques, les Amériques ont de l'importance pour les Canadiens car :

- Durant la dernière décennie, les Amériques ont connu une croissance continue grâce à l'adoption de politiques macroéconomiques progressistes. Le Canada a tiré parti de cette évolution en augmentant ses activités commerciales et ses investissements dans la région.
- Dans le cadre de son engagement économique dans la région, le Canada considère que l'augmentation des échanges avec les pays des Amériques peut avoir une incidence positive sur les réformes démocratiques et les enjeux de sécurité.
- En 2008, les exportations canadiennes vers l'Amérique latine et les Caraïbes, excluant le Mexique, se sont élevées à plus de 8,6 milliards de dollars. Ce montant représente une augmentation d'environ 30 p. 100 des exportations du Canada vers la région par rapport à 2007 alors que durant cette même période, à l'échelle mondiale, le taux d'augmentation des exportations a été de 7,2 p. 100. Les importations canadiennes en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes se sont établies à 13,7 milliards de dollars pour un total de plus de 22 milliards de dollars en commerce bilatéral en 2008.
- En 2007, l'investissement étranger direct (IED) du Canada vers les Amériques, excluant le Mexique et les Bermudes, s'est élevé à 94,9 milliards de dollars, un montant trois fois supérieur à l'investissement du Canada en Asie (32,4 milliards de dollars). Les investissements dans la région créent des emplois au pays comme à l'étranger tout en augmentant les échanges commerciaux.
- Les intérêts bancaires du Canada prédominent dans les Caraïbes, apportant la garantie de ses pratiques bancaires saines au moment même où d'autres secteurs financiers sont en difficulté.

Au chapitre des intérêts et des relations liés à la sécurité, les Amériques ont de l'importance pour les Canadiens car :

- Les liens interpersonnels s'intensifient entre le Canada et la région. En 2007, plus de 4 millions de Canadiens ont voyagé en Amérique latine et dans les Caraïbes, y compris au Mexique. Ces dernières années (2005-2007), le nombre de Canadiens en visite dans la région a connu une hausse moyenne de 8 p. 100 par année.
- Les gens de la région sont de plus en plus nombreux à visiter le Canada. Le pays est devenu la première destination des jeunes Brésiliens prenant part à des programmes d'études à l'étranger. La migration des travailleurs saisonniers des Caraïbes, du Mexique et de l'Amérique centrale vers le Canada est un exemple d'échange de travailleurs ordonné, qui a des retombées mutuelles nettes.
- En plus des bénéfices, les liens interpersonnels grandissants entre les pays ont également des répercussions consulaires, sécuritaires et sanitaires. Le crime organisé, les catastrophes naturelles et les pandémies ne s'arrêtent pas aux frontières et ne peuvent être surmontés sans collaboration régionale. Le ralentissement économique mondial aggravera peut-être les taux de criminalité, à mesure que les économies ralentiront et que les versements de fonds acheminés par la diaspora employée au Canada vers les pays d'origine diminueront, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes où ces sommes constituent une grande part du produit intérieur brut (PIB).

Tout simplement, l'engagement du Canada envers la gouvernance démocratique, la prospérité économique et la sécurité est étroitement lié à ceux pris par ses voisins dans l'hémisphère. Ce qui influe sur les Amériques a une incidence directe sur le Canada. Grâce à son emplacement, ses rapports et sa réputation, le Canada est bien placé pour faire une différence.

L'engagement dans les Amériques – la vision du Canada

La politique étrangère du Canada dans la région est fondée sur trois objectifs reliés qui se renforcent mutuellement :

Gouvernance démocratique : renforcer davantage les institutions, les pratiques et les principes démocratiques qui défendent la liberté, les droits de la personne et la primauté du droit;

Prospérité : bâtir des économies dynamiques et en expansion, et promouvoir des investissements et un libre marché responsables favorisant de nouvelles possibilités et la création d'emplois;

Sécurité : améliorer la stabilité et la sécurité dans la région en s'attaquant aux menaces que représentent la drogue, le crime organisé, les crises sanitaires et les catastrophes naturelles.

Le Canada s'est engagé à faire progresser concurremment ces objectifs, conscient qu'un contexte d'insécurité ne constitue pas un terrain fertile pour la prospérité et la croissance durables, le développement équitable et une gouvernance démocratique forte. De même, la démocratie est menacée lorsque l'on porte atteinte à la sécurité des gens et à la possibilité d'améliorer leur niveau de vie. Il s'agit d'une vision à long terme. S'il est vrai que le Canada possède des points de vue et une expérience à offrir, il n'a pas pour autant le monopole des solutions dans un hémisphère complexe et diversifié. L'engagement du Canada dans la région est unique et illustre son histoire, ses intérêts et ses idéaux.

La promotion de cette vision exige des efforts soutenus, constants et dirigés en fonction des axes suivants :

Renforcer les relations bilatérales : le Canada renforce ses relations avec ses principaux partenaires bilatéraux afin de réaliser des objectifs communs, défendre des intérêts mutuels et promouvoir des valeurs communes dans les Amériques.

Renforcer les organisations régionales : le Canada travaille étroitement avec les institutions régionales multilatérales telles que l'Organisation des États américains (OEA), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque de développement des Caraïbes (BDC), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Sommet des Amériques afin de trouver des solutions conjointes aux défis hémisphériques.

Soutenir les partenariats canadiens : l'engagement du Canada dans les Amériques est une priorité pangouvernementale qui est servi également par le travail d'autres organisations, telles que les provinces et les territoires, les sociétés d'État, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), les universitaires et les spécialistes, et la diaspora des Amériques.

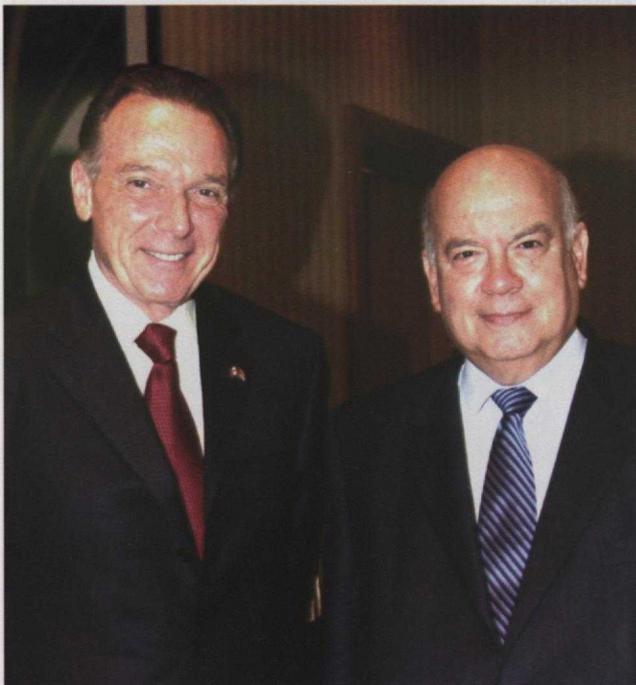
Élargir la présence canadienne : le Canada accentue aussi sa présence diplomatique dans la région par des visites de haut niveau de la gouverneure générale, du premier ministre et de ministres, et il y déploiera plus de fonctionnaires canadiens dans les années à venir.





Un membre du génie des systèmes mécaniques du NCSM St. John's tend un sac de denrées alimentaires à un citoyen à Port-au-Prince, Haïti, en septembre 2008

L'engagement du Canada dans les Amériques est guidé par sa vision et bénéficie de diverses formes de collaboration. Le présent rapport regorge d'exemples de l'engagement du Canada dans les Amériques. Ces exemples visent à montrer comment le Canada concrétise la vision du gouvernement dans les Amériques en utilisant la bonne combinaison d'outils bilatéraux, multilatéraux et de partenariat afin d'arriver à des résultats concrets et convaincants. Ils ne sont pas exhaustifs et ne sont donnés qu'à titre indicatif. Une liste plus détaillée des activités du Canada est fournie en annexe et sur le site Web suivant : www.ameriques.gc.ca.



Le ministre d'État aux Affaires étrangères (Amériques) Peter Kent et le Secrétaire général de l'OEA José Miguel Insulza

Outils et capacité

- Le Canada a 27 ambassades, hauts-commissariats et bureaux dans les Amériques, sans compter ceux situés aux États-Unis et au Mexique.
- En 2007-2008, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a déboursé 492,1 millions de dollars en aide au développement dans les Amériques. Parmi les engagements récents importants, un investissement de 600 millions de dollars en 10 ans dans les Caraïbes est axé sur la gouvernance et le développement du secteur privé.
- Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État, appuie actuellement quelque 160 projets actifs avec des partenaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Plus de 80 universités et collèges canadiens ont développé avec des établissements partenaires de la région des accords visant à encourager les échanges d'étudiants.

Gouvernance démocratique

Objectif : renforcer davantage les institutions, les pratiques et les principes démocratiques qui défendent la liberté, les droits de la personne et la primauté du droit

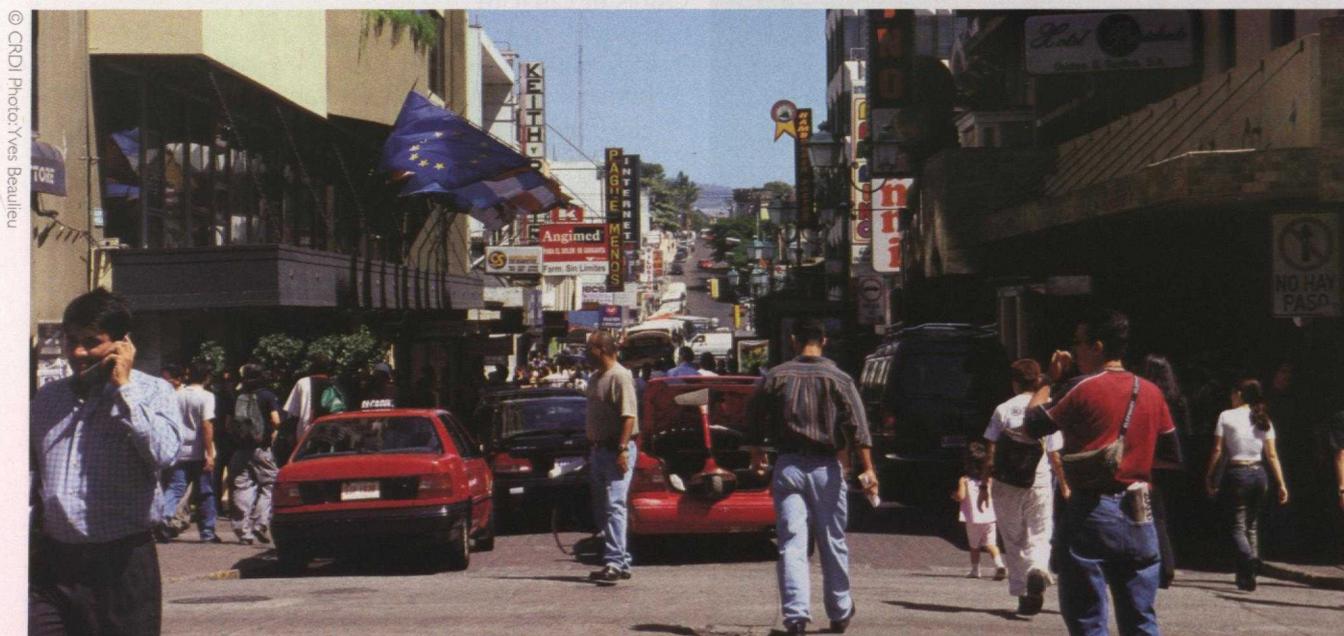
Les Amériques ont réalisé des progrès considérables en faveur de la consolidation de la démocratie. La Charte démocratique interaméricaine symbolise un engagement régional en matière de démocratie. La Charte, qui découle du Sommet des Amériques de Québec en 2001 et qui a été signée la même année au Pérou, donne pour mandat aux gouvernements de promouvoir et de défendre la démocratie.

Le Canada sert cet objectif en se concentrant sur de multiples éléments de la gouvernance démocratique, par exemple en veillant à ce que les élections soient libres et justes, en soutenant une société civile et des médias indépendants, et en travaillant en collaboration avec les organisations multilatérales dans la région.

En Bolivie, par exemple, le Canada appuie le système électoral afin de s'assurer que les résultats soient libres et justes. Il renforce les institutions judiciaires et fait la promotion de médias libres et transparents. En 2005, l'ACDI a soutenu la Commission électorale nationale de Bolivie dans l'organisation d'élections libres et justes qui ont enregistré le plus haut taux de participation en 25 ans. Pour améliorer encore la reddition de comptes et la transparence, l'ACDI a aidé également à créer un bureau de l'ombudsman national indépendant en Bolivie; au milieu de l'année 2007, 4 000 fonctionnaires avaient été formés et bénéficiaient du soutien du Canada. Étant donné les tensions sociales croissantes dans le pays, le Canada a participé à l'organisation d'une campagne contre la discrimination qui a été diffusée par plus de 125 stations de radio et chaînes de télévision.

Le travail de Droits et Démocratie dans les Amériques

Droits et Démocratie est une institution indépendante à laquelle le Parlement du Canada a donné pour mandat de promouvoir les droits de la personne et le développement démocratique à l'étranger. Par ses programmes en Haïti, en Colombie et en Bolivie, Droits et Démocratie vise à renforcer les institutions et les pratiques démocratiques, à renforcer le dialogue entre l'État et la société sur les droits de la personne, à favoriser la participation politique des femmes et des peuples autochtones aux administrations municipales et au sein des partis politiques, à renforcer la capacité des États de respecter les obligations internationales en matière de droits de la personne, et à promouvoir la justice et le dédommagement des victimes de violations des droits de la personne.



Un quartier occupé du centre-ville, San José, Costa Rica

© CRDI Photo: Yves Beaulieu



Des jeunes utilisant les installations informatiques au Museo de los Niños, San José, Costa Rica

Le Programme Glyn Berry d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) a attribué plus de 1 million de dollars en aide financière aux Amériques à partir de ses fonds de soutien à la démocratie. Une partie de cette somme sert à financer le développement d'une société civile forte et dynamique, de médias libres et transparents, et de réseaux de recherche qui se penchent sur des questions relatives à la démocratie dans la région. Par exemple, en mars 2008, le Canada a aidé l'OEA à organiser une réunion extraordinaire du Conseil permanent avec des représentants de la société civile afin d'examiner la contribution des organisations de la société civile au renforcement de la culture démocratique dans l'hémisphère.

De même, le Canada a appuyé la création du premier réseau de défenseurs de la société civile en Amérique latine, lequel possède de larges assises. Celui-ci offre à plus de 90 organisations de la société civile un espace où échanger des pratiques

exemplaires et définir des stratégies de défense de la société civile dans la région, et il fait mieux connaître à la communauté internationale les défis que rencontre la société civile. Le Canada a aussi soutenu la formation de l'Andean Democracy Research Network, un réseau de recherche qui produit en temps opportun des évaluations de la démocratie dans la région andine qui sont impartiales et de qualité. Le réseau offre aussi une tribune où analyser et débattre des façons de renforcer la mise en œuvre de la Charte démocratique interaméricaine.

Un autre exemple concerne l'appui du Canada au Centre Carter, qui a animé une série d'ateliers avec des journalistes et des professionnels des médias où il a été question de la polarisation politique dans les médias vénézuéliens. Avec l'aide du Canada, le Centre Carter encourage les gouvernements à mettre en œuvre la Charte démocratique interaméricaine et à aider des groupes de citoyens et d'autres acteurs nationaux à travailler

dans le respect des principes de la Charte, afin de s'attaquer aux causes profondes de ce qui pourrait mener éventuellement à des crises démocratiques.

Mettre en place des institutions transparentes et responsables en Haïti

Le Canada a conscience que les institutions sont le ciment de la gouvernance démocratique. C'est pourquoi il collabore avec Haïti pour transformer la police, la justice et le système carcéral en institutions professionnelles et responsables. En partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service correctionnel du Canada (SCC), le MAECI facilite le déploiement de policiers et d'agents correctionnels auprès de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), afin qu'ils fournissent des conseils pratiques qui mèneront à la réforme du secteur de la sécurité.

Au niveau multilatéral, le Canada continue de renforcer l'OEA et de travailler avec elle sur des priorités clés que sont la démocratie et la sécurité. Le Canada, qui se classe au deuxième rang des donateurs à l'OEA sur le plan des quotes-parts et des contributions volontaires, est favorable à un rôle important de l'Organisation dans l'hémisphère. Il est un fervent partisan de la mission de bons offices de l'OEA en Colombie et en Équateur qui s'efforce de ramener la confiance entre ces deux pays.

Le Canada finance également sa Mission d'appui au processus de paix en Colombie, qui supervise la démobilisation de plus de 30 000 membres des forces paramilitaires, et sa mission spéciale en Haïti qui contribue au renforcement du processus électoral. Le Canada participe depuis des années aux missions d'observation électorale de l'OEA dans la région, et il a appuyé neuf de ces missions en 2007-2008, tant sur le plan financier que par l'envoi de ressources humaines.

Projet sur les peuples autochtones et la gouvernance démocratique

Le Programme de partenariat avec les peuples autochtones (PPPA) du Canada a mis sur pied 74 projets afin d'encourager les partenariats entre des entités autochtones canadiennes et des communautés autochtones en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui favorisent les liens sociaux et l'inclusion par la formation, le dialogue et l'échange de bonnes pratiques. Entre juillet 2007 et décembre 2008, 17 nouvelles initiatives de développement ont été financées, réunissant des communautés autochtones de 10 pays – Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Guyana, Nicaragua et Pérou – et des partenaires autochtones canadiens.



Une jeune fille guatémaltèque tisse sur un métier traditionnel autochtone

© CRDI | Photo: Neil McKee

Prospérité

Objectif : bâtir des économies dynamiques et en expansion, et promouvoir des investissements et un libre marché responsables favorisant de nouvelles possibilités et la création d'emplois

Avant la crise financière mondiale actuelle, les Amériques avaient connu plusieurs années de croissance économique soutenue, accompagnée d'une évolution sensible des politiques macroéconomiques de la plupart des pays, comme en témoigne la plus grande ouverture au commerce et à l'investissement. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), en 2008, le taux régional de croissance intérieure a été de 4,6 p. 100.

Dans cette région aux possibilités économiques dynamiques, le Canada cherche à conclure des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et régionaux solides, des accords portant sur la double imposition et des accords de promotion et de protection de l'investissement étranger, à contribuer au renforcement des institutions financières et bancaires, et à apporter une aide au développement.

Le Canada sait d'expérience avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et les ALE conclus avec le Chili et le Costa Rica que ces arrangements créent de la richesse et des emplois dans tous les pays concernés. Fort de ces résultats, en 2008, il a signé des ALE avec le Pérou et la Colombie. Ces initiatives comprennent aussi des accords auxiliaires sur le travail et sur les normes environnementales qui engagent le Canada et ses partenaires à travailler de concert afin de garantir des niveaux élevés de protection pour les travailleurs et pour l'environnement.

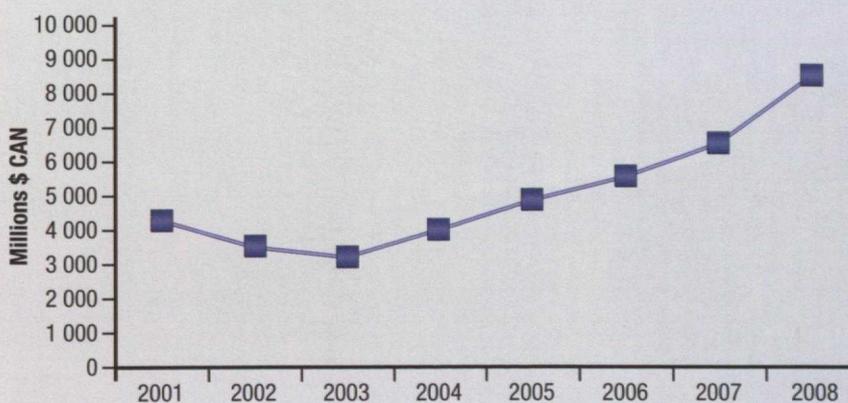
Le Canada progresse également en ce moment dans la négociation d'ALE avec le Panama, la République dominicaine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Groupe des quatre de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador). Pour respecter l'engagement du Canada en ce qui concerne la libéralisation des échanges, l'ACDI a mis sur pied un programme d'assistance

technique liée au commerce doté de 18 millions de dollars afin d'aider les partenaires d'ALE dans les Amériques. Cet appui les aidera à maximiser les avantages découlant des échanges commerciaux et des investissements accrus comme moyens de faire reculer la pauvreté et d'encourager le développement durable.

Aperçu du commerce et de l'investissement dans la région

- Les relations entre le **Canada** et le **Brésil** ont évolué au fil des ans. Les deux pays figurent parmi les 10 premières sources d'IED l'un de l'autre, et tous deux sont de grands pays exportateurs et producteurs d'énergie. Dans sa Stratégie commerciale mondiale, le Canada nomme le Brésil parmi ses marchés prioritaires; il renforce aussi sa présence dans ce pays en y ouvrant deux nouveaux bureaux commerciaux en 2009, à Porto Alegre et à Recife, portant le total à cinq. De même, l'Agence de promotion des exportations et de l'investissement du Brésil (APEX) fait du Canada un de ses principaux marchés prioritaires en 2009. L'achat récent d'Inco par le brésilien Vale a propulsé le Brésil au rang de septième source d'IED au Canada et de première source en provenance d'Amérique centrale et du Sud.
- Le commerce des marchandises a plus que triplé entre le **Canada** et le **Chili** depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange Canada-Chili en 1997; en 2008, il a atteint 2,5 milliards de dollars. D'après Industrie Canada, le Canada est la principale source d'investissement étranger dans le secteur minier chilien.

Exportations canadiennes de marchandises vers l'Amérique latine et les Caraïbes 2001-2008*



* Exclut le Mexique
Source: Statistique Canada (données préliminaires sujettes à révision)

Cependant, la prospérité économique va au-delà du commerce et de l'investissement. Elle comprend aussi, par exemple, la gestion responsable des ressources naturelles sur le plan environnemental et financier. L'ACDI aide donc le gouvernement péruvien à mettre en œuvre un nouveau cadre de réglementation de l'exploitation du gaz naturel et du secteur minier. Ce travail consiste, entre autres, à renforcer la capacité du ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou de créer et d'appliquer des directives environnementales en utilisant les technologies de l'information pour accroître la transparence et gérer des fonds publics décentralisés. À Cuba, l'aide canadienne au développement vise principalement à aider le pays à se préparer à participer à l'économie mondiale, par exemple en développant son régime fiscal naissant afin de soutenir un plus grand nombre d'entreprises et d'activités privées. Le financement de l'ACDI aide également à faire adopter dans tout le pays des techniques et des pratiques de vérification modernes afin d'améliorer la gestion des ressources publiques.

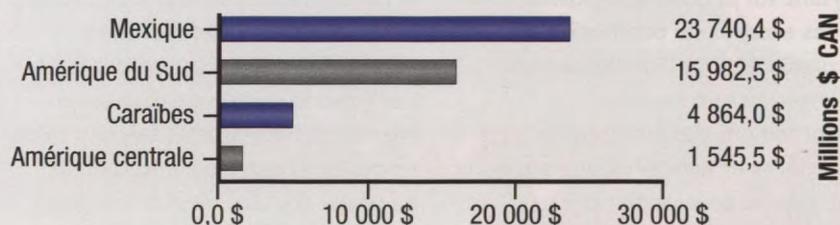
Des partenariats canadiens forts permettent d'augmenter et de diversifier les liens économiques entre le Canada et l'hémisphère. En 2008, Exportation et développement Canada (EDC), qui soutient les efforts commerciaux des entreprises canadiennes en Amérique latine et dans les Caraïbes, a appuyé plus de 1 300 entreprises canadiennes qui étaient prêtes à exporter. Le volume d'activités a atteint tout près de 10 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 40 p. 100 par rapport à 2007.

Autre exemple de partenariat canadien : le travail entrepris par la Corporation commerciale canadienne (CCC) dans les pays émergents et en développement. Au cours des cinq dernières années,

la CCC a donné aux entreprises canadiennes accès à des débouchés d'une valeur d'environ 900 millions de dollars, presque tous sur les marchés d'Amérique latine et des Caraïbes, et essentiellement dans le secteur des infrastructures, comme les transports, l'eau et l'énergie.

Par ailleurs, le Canada reconnaît que les technologies de l'information et des communications font partie intégrante d'une région prospère. C'est pourquoi le CRDI, en collaboration avec la BID, analyse les pratiques et les cadres réglementaires utilisés en Amérique latine et a recours aux technologies de l'information et des communications pour les marchés publics.

Commerce bilatéral des marchandises entre le Canada et l'Amérique latine et les Caraïbes (par sous-région), 2008



Source: Statistique Canada (données préliminaires sujettes à révision)



Le nouvel aéroport international de Quito, en Équateur, un projet de 413 millions de dollars réalisé grâce à la Corporation Commerciale Canadienne

Sécurité

Objectif : améliorer la stabilité et la sécurité dans la région en s'attaquant aux menaces que représentent la drogue, le crime organisé, les crises sanitaires et les catastrophes naturelles

Les menaces à la sécurité dans la région sont attribuables notamment à la criminalité, à la violence et au trafic des stupéfiants, sans oublier les épidémies et les catastrophes naturelles. Ces défis dépassent les frontières territoriales et ont des répercussions sur les Canadiens et les autres citoyens des Amériques. Le ralentissement économique – dont les conséquences incluent notamment la réduction des envois d'argent et des débouchés – risque par ailleurs d'aggraver les défis liés à la sécurité au cours des mois et des années à venir.

Les efforts du Canada pour lutter contre la criminalité dans la région sont chapeautés principalement par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues

(CICAD). Les contributions annuelles du Canada appuient les efforts de lutte contre le trafic des stupéfiants, la corruption et la traite des personnes dans la région; permettent la tenue d'activités de formation et d'apporter un soutien technique afin d'améliorer la coopération juridique internationale; et soutiennent les programmes de mentorat et de réforme de la justice criminelle, pour ne nommer que ceux-là.

En outre, le Canada collabore étroitement avec les administrations douanières de l'hémisphère pour assurer la sécurité de ses frontières. L'Agence des services frontaliers du Canada a établi un réseau de 16 agents des services frontaliers répartis dans les Amériques, dont le mandat comprend des mesures d'interdiction, des inspections de fret,

la liaison du renseignement et des activités de lutte contre la fraude.

Enfin, le Canada joue un rôle en vue d'améliorer la sécurité dans les transports grâce à des réseaux aériens et marins. En particulier, le Canada copréside (avec la Colombie) un groupe consultatif régional et appuie un grand nombre d'activités de renforcement des capacités par le truchement du Groupe d'experts sur la sécurité et l'intervention en aviation, un comité issu du processus du Sommet des Amériques.

Le Canada investit également dans des initiatives de prévention et d'intervention en matière de santé dans la région. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) soutient la Communauté des Caraïbes par l'établissement d'une agence de santé publique dans les Caraïbes

© CF Photo: M/Cpl Robin Muiridge, Service d'imagerie de la formation



Le Navire canadien de Sa Majesté *Iroquois* en avril 2008, accompagné des NCSM *Calgary* et *Protecteur*, partant pour une mission de sécurité maritime de six mois qui a débuté par des opérations de surveillance dans les Caraïbes

(CARPHA), qui fusionnera les institutions de santé régionales existantes en un seul organisme de santé intégré et autoadministré. En améliorant la structure de gouvernance de ces institutions, le Canada investit dans leur capacité d'aborder les questions relatives à la santé publique et d'intervenir en cas de pandémie. Une autre initiative concerne la lutte contre la dengue dans la région, dans le cadre d'un appui de 6,2 millions de dollars fourni par le CRDI et l'ACDI. Le projet consiste à mettre en œuvre des pratiques exemplaires pour aider les pays touchés à lutter contre cette maladie transmise par des moustiques infectés.

Les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les ouragans et les inondations peuvent nuire, voire renverser le cours du développement d'un pays. Le Canada a fourni une aide de plus de 10 millions de dollars à Haïti, qui a dû faire face aux trois ouragans d'envergure de 2008 – Gustav, Hanna



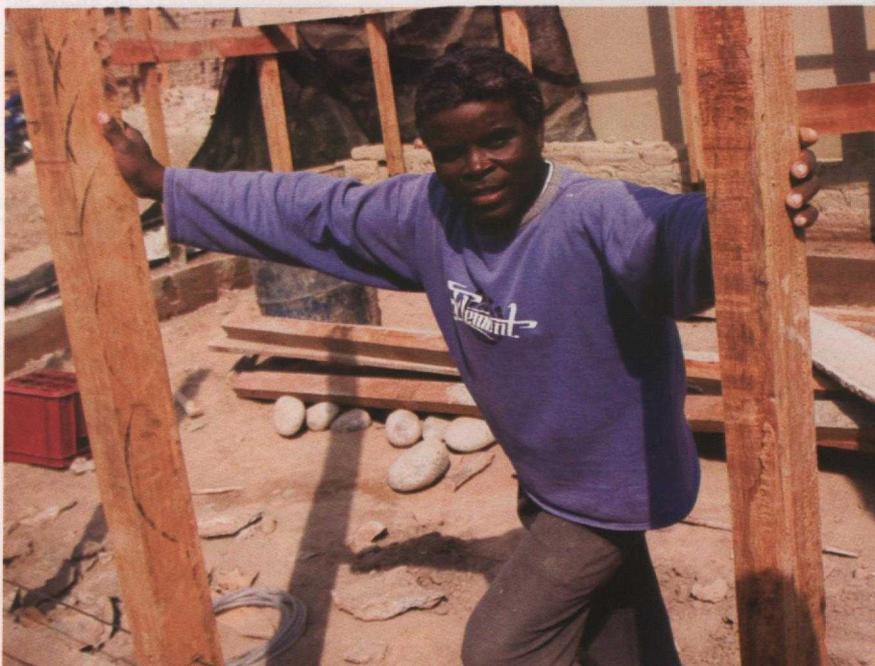
Via un financement de l'ACDI, des bénévoles du Service universitaire canadien outre-mer (SUOCO) aident des familles de milieux éloignés à obtenir l'accès à des services de santé à Huallanca, Pérou

© ACDI Photo: Joshua Kraemer

et Ike. Le navire NCSM St. John's a acheminé de l'aide humanitaire après le passage des trois ouragans. De plus, l'ACDI a accordé une contribution de 20 millions de dollars

pour la construction d'un nouveau mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes à l'intérieur de la Banque mondiale, auxquels elle a ajouté 20 millions de dollars pour la prestation du Programme de gestion des risques de catastrophes.

Le Canada s'efforce également d'améliorer la coopération en matière de défense et de sécurité dans l'hémisphère. Ainsi, cinq attachés militaires canadiens sont en poste en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ils ont pour mandat de gérer les relations bilatérales du Canada en matière de défense avec les 22 pays où ils possèdent une accréditation, de fournir des capacités de collecte du renseignement, d'analyse initiale et d'établissement de rapports, de fournir de l'assistance dans le cadre d'opérations internationales et de coopération bilatérale en matière de défense, et de fournir des avis aux chefs de missions canadiennes sur des enjeux militaires.



Via un financement de l'ACDI, reconstruction des maisons après un tremblement de terre à Chincha, Pérou

© ACDI Photo: Joshua Kraemer

La situation en Haïti illustre bien comment les défis en matière de sécurité ont des facettes multiples et sont reliés. Les initiatives du Canada pour améliorer la sécurité en Haïti témoignent de l'importance qu'il accorde à la stabilité à long terme du pays et à son développement. Depuis le départ du président Aristide, en février 2004, le Canada a contribué à stabiliser une nouvelle fois le pays et a fourni une assistance aux efforts de développement à long

terme. Le Canada est le deuxième donateur bilatéral en importance à Haïti, grâce à un engagement de 555 millions de dollars sur cinq ans (2006-2011). De fait, Haïti est le plus important bénéficiaire de l'aide canadienne au développement dans les Amériques, et le deuxième dans le monde (après l'Afghanistan). Le soutien est coordonné à l'échelle pangouvernementale et vise trois objectifs essentiels en Haïti : l'accès accru aux services de base,

le rétablissement de la primauté du droit et le renforcement des institutions démocratiques. Enfin, le ministère de la Défense nationale (MDN) appuie la MINUSTAH par le déploiement de quatre membres des forces canadiennes dans des postes clés au quartier général de la mission.

Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM)

- Dans le cadre du FPSM du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du MAECI, le Canada a augmenté la capacité opérationnelle et institutionnelle des forces de sécurité haïtiennes afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité dans les collectivités, et ce, afin que les familles puissent vivre et travailler sans crainte pour leur sécurité.
- De même, depuis 2005, le Canada a fourni, par le truchement du GTSR, une contribution totale de 15 millions de dollars aux efforts de prévention de conflits et de consolidation de la paix en Colombie. De ce montant, 2 millions de dollars ont été consacrés à la mission de l'OEA visant à soutenir le processus de paix en Colombie. L'appui du GTSR soutient les efforts du gouvernement et de la société civile pour mener des enquêtes sur des crimes liés aux conflits et traduire les coupables en justice, pour renforcer les programmes de justice transitionnelle et pour protéger les droits des groupes vulnérables tels que les collectivités autochtones. Ces fonds permettent également l'intensification des efforts en cours à l'OEA pour démanteler les juntes paramilitaires en Colombie.

© Bureau du secrétaire du gouverneur général (BSGG) Photo: Sgt Serge Gouin, Rideau Hall



Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, lors de sa visite en Haïti en janvier 2009

Port d'Espagne 2009 : Le Canada au Sommet des Amériques

Le Sommet des Amériques est une rencontre hémisphérique utile, où les dirigeants travaillent ensemble sur des questions de prospérité, de sécurité et de gouvernance démocratique. Le Cinquième Sommet des Amériques, qui a eu lieu à Trinité-et-Tobago en avril 2009, a été l'occasion d'aborder les grands défis qui se posent dans notre région, notamment la restauration de la croissance et de la prospérité, la promotion de la sécurité énergétique et du développement durable, le renforcement de la sécurité publique et la consolidation de la démocratie.

Le Canada a coopéré très étroitement avec Trinité-et-Tobago et d'autres partenaires de la région en leur apportant son assistance logistique et son expertise pour contribuer au succès du Cinquième Sommet. Le résultat positif est prometteur pour le renouvellement des relations hémisphériques. Il démontre l'efficacité de l'approche multilatérale que suit le Canada pour faire valoir ses priorités dans les Amériques : renforcer les organisations régionales telles que l'OEA et les Sommets des Amériques pour mettre au point des solutions communes aux problèmes de l'hémisphère.

À l'occasion du Sommet de Trinité-et-Tobago, le premier ministre Harper a annoncé d'importantes initiatives qui démontrent l'engagement soutenu du Canada dans les Amériques.

Programme de bourses des futurs leaders dans les Amériques

Donnant suite aux programmes de bourses annoncés par le premier ministre en 2007 lors de son voyage à la Barbade, le nouveau Programme des futurs leaders dans les Amériques vise à favoriser la formation de futurs leaders dans les Amériques tout en renforçant les liens institutionnels de collaboration entre le Canada et les Amériques dans les domaines de l'enseignement et de la recherche. Le programme de 18 millions de dollars permettra d'accorder jusqu'à 1600 bourses à des étudiants d'Amérique latine et des Caraïbes pour leur permettre de faire des études ou de la recherche au Canada, dans les disciplines qui correspondent aux plus grands besoins de ces régions.

Appui à la Banque interaméricaine de développement

En réponse aux besoins urgents de capitaux signalés par la BID pour une réaction efficace aux effets de la crise économique dans les Amériques, le Canada rendra disponibles temporairement jusqu'à 4 milliards de dollars américains, ce qui augmentera de près de 45 % la capacité de prêt de la BID. Cette augmentation rapide du soutien à la BID ouvrira aux pays de la région un plus grand accès au crédit pour la promotion de la croissance économique, élément essentiel de la reprise.

Visite bilatérale en Jamaïque

Suite au Sommet des Amériques, le premier ministre Harper a effectué une visite bilatérale en Jamaïque, un partenaire important et de longue-date du Canada. Les principaux enjeux discutés lors de cette visite ont été le renforcement de la coopération en matière de sécurité, l'avancement des discussions en vue d'un accord de libre-échange Canada-CARICOM, et l'impact de la crise économique globale. Le premier ministre Harper s'est entretenu avec le premier ministre Golding de la Jamaïque, et s'est adressé à une session spéciale du parlement jamaïcain. Le premier ministre Harper a également annoncé un programme de quatre ans qui vise à appuyer le projet de réforme **Programme d'action juridique pour la transformation sociale**. La visite a renforcé les relations bilatérales en plus de réaffirmer l'engagement du Canada pour une relation mature et mutuellement bénéfique entre le Canada et la région des Caraïbes.



Rencontre entre leaders du Canada et de la CARICOM lors du Sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago en avril 2009

Programme Canada-Amériques d'assistance technique liée au commerce

Le Canada octroiera 18 millions de dollars sur cinq ans à des pays qui ont signé ou sont sur le point de signer des accords de libre-échange avec le Canada. Le Programme Canada-Amériques d'assistance technique en matière de commerce consiste à dispenser des conseils et de la formation aux gouvernements et institutions partenaires. Il vise à aider les partenaires commerciaux actuels et en puissance dans les Amériques à tirer le plus grand profit possible de l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements. Les principaux résultats de ce programme seront l'intensification du commerce réciproque avec le Canada, l'amélioration de l'accès aux

marchés et une meilleure réforme de la réglementation, tous des facteurs qui contribueront à accélérer les formalités douanières et à améliorer les normes dans les domaines de la santé, de la sécurité et du travail dans les pays admissibles qui souhaitent commercer avec le Canada.

Appui à l'Initiative hémisphérique d'assistance électorale de l'OEA

Le Canada contribuera à hauteur de 5 millions de dollars à l'Initiative hémisphérique d'assistance électorale de l'OEA, qui vise à aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à améliorer la transparence et l'efficacité de leurs élections sur les plans de l'organisation, de l'administration et des dépenses. L'appui à l'OEA

améliorera sa capacité de déployer rapidement des observateurs d'élections, ce qui augmentera la confiance des électeurs dans les institutions démocratiques de leur pays. Il permettra d'assouplir la gestion des missions électorales et de multiplier l'effet des fonds avancés par les nombreux donateurs. Pour les années 2008 à 2010, on s'attend à ce que plus d'une trentaine d'élections se déroulent dans la région, et l'OEA sera sans doute invitée à en observer plusieurs.

Le Canada et les Amériques : partenaires dans le monde

De par sa situation géographique, le Canada est lié avec ses partenaires des Amériques. Grâce à une vision commune des intérêts, des valeurs démocratiques et du respect de la diversité culturelle et ethnique, les bases d'un avenir où la gouvernance démocratique, la prospérité et la sécurité pour tous peuvent devenir réalité, sont bien présentes.

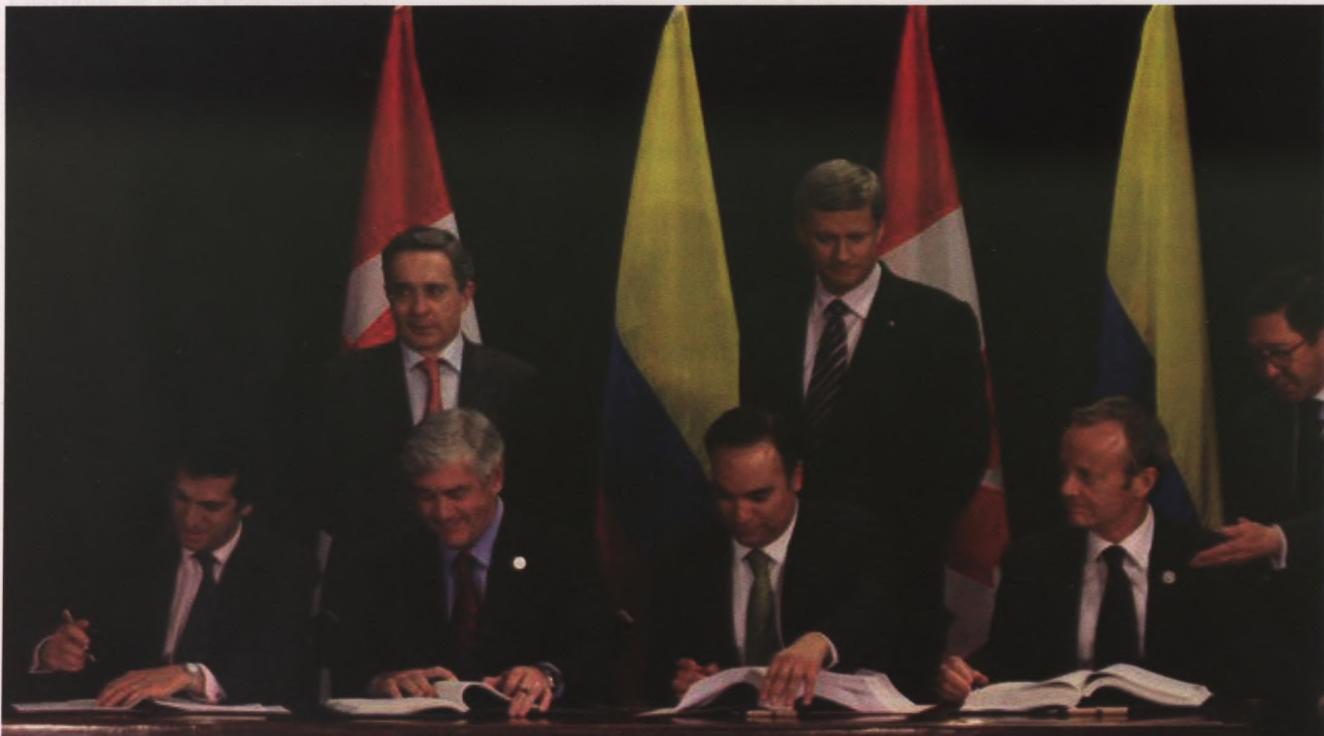
Des progrès ont été réalisés vers l'atteinte de ces objectifs, mais ceux-ci sont inégaux à l'échelle de la région. Des leçons seront tirées, des situations nouvelles surviendront et les stratégies devront être ajustées en cours de route afin de garantir l'atteinte de résultats significatifs.

Le gouvernement du Canada reste déterminé à apporter sa contribution, en collaboration avec ses partenaires régionaux et nationaux, afin que les Amériques, les Canadiens et l'ensemble des citoyens de l'hémisphère puissent jouir du meilleur avenir possible.

« Le Canada a la volonté de jouer un plus grand rôle dans les Amériques – un rôle allant de pair avec nos pratiques optimales aussi bien que notre identité, notre tradition d'ordre et de valeurs communautaires et aussi avec la constatation toute simple que nous faisons partie ensemble, indissociablement, de l'hémisphère occidental. »

Le premier ministre Stephen Harper
le 19 juillet 2007

© MAECI Photo



La signature de l'Accord de libre-échange avec la Colombie en 2008

Annexe : Réaliser la vision du Canada dans les Amériques

À titre de complément aux exemples détaillés de collaboration dans les Amériques contenus dans le rapport, les pages suivantes se veulent une énumération de certains des nombreux projets et activités auxquels le Canada participe en vue de concrétiser sa vision dans les Amériques.

Ceux-ci sont répartis dans trois catégories :

- 1) renforcement des capacités et création d'institutions;
- 2) renforcement des relations bilatérales et des organisations multilatérales;
- 3) collaboration avec des homologues dans les Amériques.

1) Renforcement des capacités et création d'institutions

Systèmes et institutions juridiques

- Justice Canada, avec l'aide financière de l'ACDI, collabore avec le ministère de la Justice de la Jamaïque à un projet pluriannuel : le Programme d'action juridique pour la transformation sociale. Ce programme a pour but de **moderniser le système de justice jamaïcain**. De nouveaux mécanismes de règlement de conflits ont été intégrés au système juridique jamaïcain et les rapports de la police indiquent une réduction des incidents violents dans les collectivités qui participent au projet pilote.
- En Colombie, grâce à un financement de l'ACDI, les politiques et programmes liés aux droits des enfants ont été renforcés aux niveaux des gouvernements local, provincial et national ainsi qu'au sein des organisations de la société civile, via la formation de plus de 12,000 fonctionnaires et 3,500 leaders communautaires au sujet de la **nouvelle loi colombienne sur les enfants et la jeunesse**.
- Le Canada, par l'entremise de l'ACDI et du Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), finance un projet de 8,5 millions de dollars, le Programme international d'administration de la main-d'œuvre professionnelle, afin d'appuyer **la réforme du droit du travail et son application** dans les Amériques.
- Un autre exemple de travail entrepris par l'ACDI au Pérou est son appui à la **création du Bureau du protecteur du citoyen** en vue de renforcer la capacité de l'État en matière de promotion et de protection des

droits de la personne. En 2006, le Bureau a enregistré plus de 85 000 plaintes, dont 90 p. 100 ont été réglées.

Santé et bien-être social

- L'ASPC collabore avec l'Institut interaméricain de l'enfant, un institut spécialisé de l'OEA, à la promotion et au respect des engagements internationaux liés à la santé dans les Amériques, en faisant part de ses meilleures pratiques et en **renforçant les capacités nécessaires pour relever les défis relatifs à la santé** des enfants et des adolescents.
- En 2008, l'ACDI a annoncé une contribution de 18 millions de dollars au financement de **projets pour appuyer la santé, les repas dans les écoles et l'assainissement de l'eau** pour la jeunesse marginalisée au Honduras.
- Conscient que les intervenants locaux sont les mieux placés pour trouver les meilleures solutions aux besoins locaux, le CRDI lance un concours de 15 millions de dollars en cinq ans pour **appuyer les centres de recherche et de réflexion en Amérique latine**. Des institutions indépendantes bénéficieront d'un financement à long terme pour effectuer des recherches sur les politiques sociales et économiques qui pourraient aider à promouvoir la croissance et à réduire la pauvreté dans la région.
- Le Canada vient aussi en aide à Haïti par des programmes de prévention sanitaire; il est le pays qui contribue le plus à son **programme de vaccination**. D'importants projets de vaccination ont permis d'immuniser plus de 85 000 enfants contre la rougeole, 1 150 000 contre la polio et 385 000 contre la diphtérie et la tuberculose. Ces efforts ont contribué à une **réduction de la prévalence de ces maladies graves**.

Infrastructure militaire et policière

- En 2008, le MAECI, par l'intermédiaire du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, a accordé un montant de 4,8 millions de dollars d'appui bilatéral aux Caraïbes et à l'Amérique centrale. Cette contribution a permis de donner de la **formation à la police locale, de l'équipement et une expertise technique et légale**.
- La part du **Programme d'aide à l'instruction militaire** accordée aux Amériques par le MDN est passée de 18 p. 100 de son budget total pour la période 2005-2008 à 25 p. 100 (environ 4 millions de dollars) pour 2009-2011. Au total, 20 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes tirent profit de ce programme canadien. La Bolivie, le Guatemala et le Honduras ont été admis au programme en 2008.

- Par sa contribution au centre de formation régional aux opérations de paix au Guatemala, le Canada appuie la **formation des soldats d'Amérique centrale** qui participeront aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, entre autres la MINUSTAH.
- Dans le cadre de leur déploiement avant leur mission en Afghanistan, 200 ingénieurs des Forces canadiennes ont participé à des **projets de renforcement des capacités et d'infrastructures** en Jamaïque et au Belize. Ils ont construit des salles de classe, des bureaux, des logements, un réfectoire et une bibliothèque pour le Caribbean Junior Command and Staff College et la Jamaica Military Aviation School. De plus, ils ont participé à des projets d'infrastructure et de relations civilo-militaires dans un village du Belize détruit par une tempête tropicale.

Sécurité

- Le Canada a versé 2,5 millions de dollars à l'ONUDC pour la période 2008-2009. Environ un quart de ce montant est affecté à des programmes axés sur l'Amérique latine et les Caraïbes. La contribution du Canada à l'ONUDC et au Service de la prévention du terrorisme a permis d'offrir une formation et une aide technique à presque 20 pays bénéficiaires dans les Amériques et les Caraïbes pour **renforcer les régimes juridiques**.
- Le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du MAECI a versé 600 000 \$ à un projet commun de deux ans de l'OPS, de l'Université de la Colombie-Britannique et du réseau provincial de contrôle des infections de la Colombie-Britannique, pour favoriser la santé et la sécurité au travail dans le secteur des soins de santé et appuyer le plan d'urgence en matière de bioterrorisme à Trinité-et-Tobago. Cette formation viendra **renforcer la capacité des systèmes de soins de santé et des travailleurs du secteur de la santé à réagir rapidement, efficacement et de façon sécuritaire aux menaces posées par le bioterrorisme**.
- Le Canada fournit 1 million de dollars à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'OEA (CICAD) et 1,5 million de dollars au Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) de l'OEA pour la période 2008-2009. C'est le Canada qui verse la plus importante contribution financière au CICTE. Depuis que celui-ci a été créé en 2005, le Canada a donné environ 6 millions de dollars pour le **renforcement des capacités antiterroristes** dans les transports, la sécurité maritime et aérienne, l'intégrité de la documentation, la cybersécurité et la protection des infrastructures essentielles.

- Par l'entremise de l'ACDI, le Canada a versé 355 millions de dollars à la Colombie depuis 1972. Pour l'exercice financier 2007-2008, l'ACDI a fourni une aide de 14 millions de dollars. Elle concentre l'aide au développement bilatéral dans le secteur de la protection et des **droits des enfants**, et porte aussi une **attention aux personnes déplacées**. De cette somme, 3 millions de dollars ont été versés au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour la protection des personnes déplacées et 1,1 million de dollars en aide humanitaire par l'entremise de collaborateurs multilatéraux de confiance comme la Croix-Rouge et le Programme alimentaire mondial.

2) Renforcement des relations bilatérales et des organisations multilatérales

Ententes entre gouvernements

- Le 17 juillet 2007, le premier ministre Stephen Harper et la présidente du Chili, Mme Michelle Bachelet, ont signé l'**Entente de partenariat entre le Canada et le Chili** afin de renforcer la collaboration entre les deux pays et assurer la tenue d'entretiens bilatéraux annuels.
- Dans la foulée de cet accord, cinq protocoles d'entente ont été mis en place lors de la visite de la présidente Bachelet au Canada en juin 2008, pour favoriser la **collaboration en science et technologie, les bourses d'études, la mobilité des jeunes, la promotion des investissements bilatéraux et le développement minier durable**.

Accords aériens

- Le Canada possède des accords sur les services aériens avec **23 pays** de l'Amérique latine et des Caraïbes.
- Le Canada a conclu des **ententes de type « ciel ouvert »** avec la Barbade (2007), la République dominicaine (2008) et le Costa Rica (2009). De plus, il a libéralisé son accord bilatéral sur les transports aériens avec le Mexique en 2007 et conclu un premier accord avec le Panama en 2008.

Recherche et développement

- Le Canada collabore avec le Chili à des **activités conjointes de recherche et de développement** grâce à des ententes comme celles-ci :
 - o des protocoles d'entente sur les connaissances géospatiales et le développement d'une aquaculture durable, signés respectivement en juillet 2007 et en mars 2008;

- o un protocole d'entente de Pêches et Océans Canada sur le développement d'une aquaculture durable signé en 2008.
- À l'avant-garde de l'innovation, le Canada et le Brésil ont signé un **accord de coopération en matière de science, de technologie et d'innovation** lors de la visite au Brésil du ministre du Commerce international, en novembre 2008.
- L'effort canadien en Haïti ne se limite pas à celui du gouvernement; il réunit également d'autres partenaires canadiens. Par exemple, le CRDI verse 2 millions de dollars pour **appuyer les efforts de paix des pays de l'Amérique latine et permettre aux institutions en Haïti de redevenir fonctionnelles**. Des centres de recherche qui participent au projet en Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique et en Uruguay contribuent à fournir des renseignements et à promouvoir et coordonner les politiques afin que les pays voisins puissent contribuer à la reconstruction du pays.

Relations académiques

- Plus de **600 bourses** sont disponibles annuellement aux étudiants des Amériques de niveau postsecondaire dans le cadre des programmes suivants : le **Programme d'échange de leadership Canada-Chili**; le **Programme de bourses d'études Canada-Chili pour l'égalité des chances**; le **Programme de bourses de leadership Canada-CARICOM**; et le **Programme des futurs leaders dans les Amériques**.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, un **réseau régional d'études canadiennes, 53 centres d'études canadiennes et 8 associations d'études canadiennes** permettent aux étudiants et professeurs d'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, du Mexique, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela de mieux connaître le Canada, par le biais, entre autres, de colloques, tables rondes et visites d'experts canadiens sur des thèmes précis.

Accords sur la main-d'œuvre et l'emploi

- En novembre 2008, le Canada et le Brésil ont signé un protocole d'entente de coopération dans le domaine du travail afin de favoriser **l'amélioration des conditions de travail ainsi que des politiques et des programmes d'emploi**.
- En 2001, le **Canada et le Brésil** ont signé un protocole d'entente de coopération en matière de main-d'œuvre et d'emploi, qui a été reconduit en 2004 et 2007. L'entente touche les relations industrielles, la gestion

de la main-d'œuvre, la santé et la sécurité au travail, les régimes d'indemnisation des accidentés du travail, l'équité en milieu de travail, l'information concernant les marchés et les milieux de travail et la création d'emplois décents dans les petites et moyennes entreprises.

- En novembre 2007, le Canada et l'Argentine ont signé un protocole d'entente de coopération dans le domaine du travail visant l'amélioration des conditions de travail et des politiques et programmes d'emploi. Le protocole facilite et favorise la **coopération, l'échange d'information et de pratiques exemplaires** entre les fonctionnaires argentins et canadiens ainsi que les représentants syndicaux et les gens d'affaires.

Santé

- L'ASPC a accordé un **financement de 18 millions de dollars en quatre ans à l'OPS** pour appuyer son programme de ressources humaines dans les secteurs suivants : santé, VIH/sida et infections sexuellement transmissibles, pandémie de grippe et développement institutionnel.

3) Collaboration avec des homologues dans les Amériques

Réunions de haut niveau au Canada

- Le Canada a été l'hôte de la **Conférence des ministres de la Défense des Amériques (CMDA)** qui s'est tenue à Banff du 2 au 4 septembre 2008 sous l'égide du MDN. Les ministres de la Défense, venus de tous les coins des Amériques, ont discuté de sujets de préoccupation communs et des défis régionaux, tels les catastrophes naturelles, le trafic illicite, la criminalité transnationale organisée, les relations entre les ordres civil et militaire et le maintien de la paix. De même, ils ont réitéré leur appui à la MINUSTAH. La CMDA a permis également de réaliser des progrès dans l'établissement de liens institutionnels avec l'OEA. Depuis la rencontre, le Canada a présidé un groupe de travail chargé de trouver des axes de collaboration avec l'OEA en vue d'améliorer les capacités de suivi de la Conférence entre les réunions. Le Canada travaille d'ailleurs étroitement avec la Bolivie, prochain pays hôte, pour assurer un transfert harmonieux des responsabilités rattachées à la tenue de la prochaine CMDA, en 2010.
- En mai 2008, le Canada a organisé la 28e Réunion annuelle du **Conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes (BDC)** qui s'est tenue à Halifax. Y ont assisté les chefs des gouvernements des pays de la région des Caraïbes, les ministres des Finances

- et du Développement, les gouverneurs des banques centrales ainsi que des représentants d'organisations internationales et d'institutions financières canadiennes.
- En septembre 2008, le ministère du Patrimoine canadien a tenu à Toronto un **Forum de jeunesse sur les politiques relatives aux arts, *Ignite the Americas***. La manifestation, qui a rassemblé des jeunes leaders et artistes, des décideurs et des dirigeants des industries culturelles de tout l'hémisphère, a mis en lumière l'important apport des arts et de la culture à la croissance économique, à l'inclusion sociale et à la mobilisation des jeunes, au Canada comme partout dans les Amériques, ainsi que le rôle qu'ils jouent dans la lutte contre la pauvreté, la sécurité et la stabilité des institutions démocratiques.
 - En février 2008, le MAECI a organisé un **Dialogue sur la démocratie** sur le thème « Les stratégies canadiennes en vue d'appuyer la démocratie dans les Amériques ». Les 143 participants – Canadiens et représentants de la région des Amériques et de la communauté internationale - y ont discuté du développement de la démocratie dans les Amériques, sous l'angle tant des défis que des possibilités de progrès.
 - En mars 2008, le MAECI a accueilli aussi une conférence sur le rôle du Canada dans les Amériques, organisée par le Centre de droit et de politique commerciale (CTPL) et la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL). La rencontre a conduit à la **publication d'un numéro spécial** sur le sujet dans la revue *Politique étrangère du Canada*. Pour y donner suite, un **dialogue entre experts** s'est tenu en février 2009 pour examiner les défis en cours et le rôle du Canada dans la région.
 - Les 15 et 16 octobre 2008, le Canada a tenu la 83e rencontre régulière du **Conseil directeur de l'Institut interaméricain de l'enfance**.
 - Diversification économique de l'Ouest Canada (DEO) a terminé récemment une étude sur les **occasions d'affaires qu'offre l'Amérique latine aux entreprises de l'Ouest canadien**. En mars 2009, l'organisme a présidé une rencontre de délégués commerciaux d'Amérique latine et des Caraïbes (Argentine, Barbade, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Trinité-et-Tobago et l'administration centrale du MAECI). Elle avait pour but de faire mieux connaître les capacités technologiques des provinces de l'Ouest canadien.
 - En suivi à un événement de réseautage du secteur privé organisé en marge de la réunion annuelle de la BDC à Halifax en mai 2008 par l'**Agence de promotion économique du Canada Atlantique (ACOA)** et le MAECI. ACOA a mené une délégation de leaders provenant du monde des affaires et de l'éducation de

la Nouvelle-Écosse pour une mission commerciale à la Barbade et en Jamaïque, en juin 2008, en collaboration avec EduNova et Nova Scotia Business Inc. Une autre mission commerciale pour compagnies de la Nouvelle-Écosse s'est rendue à Sainte-Lucie et en Jamaïque en mars 2009.

Réunions de haut niveau dans la région

- Le Canada est un acteur clé du **Sommet des Amériques** depuis sa création en 1994. Il a travaillé en collaboration très étroite avec Trinité-et-Tobago, et d'autres partenaires de la région, afin d'assurer la réussite du cinquième Sommet, notamment grâce à la tenue de discussions productives et à l'obtention de résultats mesurables qui bénéficieront aux citoyens de la région.
- RHDC a dirigé la délégation canadienne à la **Première Réunion interaméricaine des ministres et hautes autorités sur le développement social dans les Amériques**, qui s'est déroulée au Chili en juillet 2008. Le Canada a participé activement aux discussions sur la pauvreté et les inégalités, faisant part de son expérience en la matière dans un document portant sur l'institutionnalisation de la politique sociale au Canada.
- Le Canada a participé à la première **Rencontre des ministres des Amériques responsables de la sécurité publique**, qui s'est tenue les 7 et 8 octobre 2008 à Mexico sous l'égide de l'OEA. Les participants ont fait de la coopération en matière de formation policière une priorité du suivi de l'engagement en faveur de la sécurité publique dans les Amériques. Ils ont demandé que le secrétariat de l'OEA mène une étude de faisabilité visant à trouver des moyens efficaces de renforcer la formation des gens affectés à la sécurité publique dans la région.
- Le Canada a collaboré avec le gouvernement du Costa Rica à la tenue d'un **atelier sur la protection internationale des réfugiés** en août 2008. Organisée par l'entremise de la Conférence régionale sur la migration, avec le soutien du HCR, la rencontre de trois jours a porté sur le droit et les programmes relatifs aux mouvements de population. Y ont assisté des représentants des gouvernements et des instances civiles de 12 pays de même que de plusieurs organisations internationales.
- Le Canada a été invité à participer à titre d'observateur aux nouvelles rencontres de **l'Arc du Pacifique** organisées par les pays latino-américains riverains du Pacifique, et suit de près l'évolution du **Partenariat pour la prospérité dans les Amériques (PPA)**, un nouvel outil de dialogue continental.